
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 1769

[C — 99/21315]

Arrêt n° 64/99 du 9 juin 1999

Numéro du rôle : 1581

En cause : le recours en annulation de l'article 245 et du nombre « 245 » dans l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, introduit par A. Vander Zwalmen.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée de la référendaire B. Renauld, faisant fonction de greffier, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 janvier 1999 et parvenue au greffe le 6 janvier 1999, un recours en annulation de l'article 245 et du nombre « 245 » dans l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (publiée au *Moniteur belge* du 5 janvier 1999) a été introduit par A. Vander Zwalmen, demeurant à 1650 Beersel, Diepenbeemd 39.

Par la même requête, le requérant demandait également la suspension des mêmes dispositions légales. Par son arrêt n° 31/99 du 10 mars 1999 (publié au *Moniteur belge* du 13 mars 1999), la Cour a suspendu l'article 260, alinéa 1^{er}, de ladite loi, en tant qu'il vise l'article 245 de cette même loi.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 6 janvier 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 janvier 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 26 janvier 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 26 février 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 22 avril 1999.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 30 avril 1999.

Par ordonnance du 5 mai 1999, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 26 mai 1999 après avoir invité le Conseil des ministres à exposer à l'audience son point de vue sur les motifs pertinents du point de vue de l'objectif de la loi, pour lesquels les officiers et agents judiciaires qui remplissent la condition d'âge fixée par l'article 245 de la loi attaquée sont soumis ou échappent à la mesure de mise à la retraite d'office suivant qu'ils comptent ou non vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 6 mai 1999.

A l'audience publique du 26 mai 1999 :

- ont comparu :

. Me J. Putzeys, avocat au barreau d'Anvers, pour la partie requérante;

. Me R. Ergéc *loco* Me P. Peeters et Me P. Traest, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à l'intérêt du requérant

A.1.1. Le requérant a atteint le 30 juillet 1997 l'âge de soixante ans et est, par l'effet immédiat donné à la loi, pensionné d'office le 5 janvier 1999. Il entend ainsi prouver l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions attaquées, en ce compris celle de l'alinéa 2 de l'article 245, qui lui serait applicable par l'effet de l'annulation de l'alinéa 1^{er}.

A.1.2. L'intérêt dont le requérant justifie est à la fois pécuniaire et moral. Le préjudice peut être estimé à environ un quart des revenus; comme tout fonctionnaire prévoyant, il a pris des engagements financiers « de sauvegarde » (assurance-vie, emprunts, etc.), jusqu'à l'âge normal de la retraite, à savoir soixante-cinq ans. Or, la mesure attaquée ne prévoit aucune mesure transitoire et le prive, pour le calcul de sa pension, d'une durée d'activité de trois ans et sept mois. Par ailleurs, les dispositions attaquées, en écartant le requérant de ses fonctions, le privent de l'autorité et de l'expérience requises pour les reprendre, fût-ce par équivalence.

Quant au fond

A.2.1. L'article 245 de la loi du 7 décembre 1998, attaqué, doit entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* en vertu d'un arrêté royal non encore publié à ce jour. En imposant une mise à la retraite d'office à l'âge de soixante ans aux seuls agents qu'il vise, alors que la loi attaquée n'impose pas dès à présent de telles mesures aux autres membres de la police locale et de la police fédérale qui assurent le service de police intégré, l'article 245 précité viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.2.2. L'article 245, alinéa 1^{er}, utilise les mêmes termes que ceux qu'un projet de loi antérieur prévoyait de donner à une disposition qu'il insérerait dans la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets. Ce projet visait à abaisser l'âge moyen des membres de la police judiciaire qui passent dans le corps opérationnel et, dans l'attente d'une fixation de l'âge de la pension de tous les membres du corps opérationnel de la police nationale, à harmoniser la situation personnelle des anciens membres de la police judiciaire avec les âges de la pension valables à la gendarmerie.

Tout en admettant que le législateur puisse tendre à un abaissement de l'âge moyen du corps opérationnel, le requérant fit valoir dans une (première) pétition à la Chambre des représentants que ce projet était discriminatoire, notamment en ce que les membres de la police judiciaire ne forment qu'une catégorie de membres du personnel transférés au corps opérationnel, et qu'est imposée à cette seule catégorie la mesure de la mise à la pension d'office. En effet, les membres du personnel d'autres services, plus précisément les membres de la gendarmerie (loi du 18 août 1923) et les membres du service de police (loi du 21 juillet 1844, article 1^{er} et la loi du 14 février 1961, article 115; pour les membres des polices communales, article 156 de la nouvelle loi communale) n'entrent pas en ligne de compte pour une mise à la pension d'office.

A.2.3. Le requérant fit également valoir que le projet ne prévoyait ni modalités d'accompagnement concernant les droits acquis et témoignant du souci d'adoucir les effets de la mesure critiquée ni élément de nature à démontrer ou présumer que les départs volontaires seraient en soi suffisants pour atteindre l'objectif recherché (voy. C.A., 39/97, du 14 juillet 1997, dans l'affaire B.R.T.N. où il était prévu que les membres du personnel pensionnés d'office bénéficiaient d'une bonification égale au nombre de mois écoulés entre leur mise à la retraite et le moment où ils atteignent l'âge de soixante-cinq ans).

A.2.4. Dans une (seconde) pétition à la Chambre des représentants introduite après le dépôt du projet de loi dont sont issues les dispositions attaquées, le requérant soutint que la mise à la pension d'office des fonctionnaires de la police locale à l'âge de soixante ans accomplis n'interviendra pas avant le 1^{er} janvier 2001; en revanche, les officiers et agents judiciaires ne seront jamais intégrés dans la police fédérale si, à la date de parution de la loi (1998), ils ont déjà atteint l'âge de soixante ans accomplis, ou y seront jusqu'à avoir atteint l'âge de soixante ans accomplis, avant le 1^{er} janvier 2001, ou l'auront atteint pendant la période s'étendant jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi, au plus tard le 1^{er} janvier 2001.

A.2.5. Le requérant fit également valoir que le projet ne réglait pas le sort, avant l'âge de la pension définitive, des agents et officiers de la police judiciaire intégrés dans la police fédérale et n'ayant pas atteint l'âge de soixante ans accomplis au 1^{er} janvier 2001, ni celui des mêmes membres de la police judiciaire ne comptant pas au moins vingt-cinq années de services admissibles et qui pourront continuer à travailler jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Ainsi, les officiers et agents ayant atteint l'âge de soixante ans, sans compter vingt-cinq années de services admissibles, et les membres des polices fédérale et locale seront pensionnés, en fonction des conditions d'âge et d'ancienneté propres à leurs statuts actuels, « à une date déterminée le 1^{er} janvier 2001 » (*sic*) et donc, en principe, avec une pension complète, par mesure transitoire qui devra être étudiée dans les deux ans à venir lors de l'examen des projets de statuts de la police fédérale par les organisations syndicales.

A.2.6. Le requérant fit encore valoir que, contrairement aux commissaires de la police judiciaire ayant un grade équivalent, les commissaires de brigade ne subissent pas la mesure critiquée (article 240 de la loi).

A.2.7. Ici encore, le requérant soutint qu'aucune mesure d'accompagnement n'était prévue, alors que les pensions des intéressés sont calculées sur une carrière exceptionnellement longue, le maximum ne pouvant être atteint qu'après l'âge de soixante ou soixante-cinq ans. Il ne s'agit pas, selon l'exposé des motifs, de « moderniser » la police judiciaire en préparation de son passage dans la police fédérale, mais d'éliminer ceux de ses cadres qui ont ou vont atteindre l'âge de soixante ans.

A.2.8. La discussion du projet de loi amena le ministre à justifier la différence de traitement critiquée : ses arguments tiennent à ce que seules quinze personnes, dont cinq officiers supérieurs, sont concernées (mais le principe d'égalité ne se mesure pas à la quantité) et à ce que, d'une part, les fonctionnaires âgés de plus de soixante ans ne sont plus aptes au service : ils ne sont plus susceptibles d'adaptation ou de changement et ne sont plus motivés et, d'autre part, l'harmonisation des régimes de pension s'impose dans le service concerné.

A.2.9. Pour apprécier l'argument tiré de l'harmonisation des régimes de pension, il faut, selon le requérant, tenir compte de ce qu'à la gendarmerie, la norme est de cinquante-six ans, sauf pour les chefs de corps, les lieutenants-généraux étant admis à la retraite à l'âge de soixante-deux ans (la volonté est ainsi bien exprimée de laisser la direction de la police fédérale entre les mains de la gendarmerie), et de ce que les agents intégrés dans la police fédérale (corps opérationnel) conservent les droits acquis à leur statut, dès lors, le cas échéant, à une fonction jusqu'à soixante-cinq ans. Quant au nouveau statut des membres de la police fédérale et de la police locale, les décisions sont encore à prendre. Il apparaît ainsi que les dispositions attaquées visent à régler immédiatement, sans mesure transitoire ni d'accompagnement, et sans concertation, le sort des quelques officiers de la police judiciaire, âgés de soixante ans. Le requérant pose la question de savoir si leur intégration au sommet de la hiérarchie pourrait gêner « l'intégration » dans la gendarmerie devenue police fédérale.

A.2.10. Selon le requérant, l'article 245 attaqué est la seule disposition portant sur le statut des agents « intégrés » qui entre en vigueur le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*. L'ensemble des mesures relatives aux autres agents de l'ensemble des corps de police ne devront être arrêtées, au plus tard, que le 1^{er} janvier 2001.

A.2.11. Selon le requérant, l'argument tiré de l'absence de motivation ou de faculté d'adaptation au changement ne peut susciter que l'indignation ou le sourire. Admettre une application générale et non discriminatoire de ce nouveau principe entraînerait un mouvement général dans les administrations et les corps juridictionnels et, mathématiquement à tout le moins, un rajeunissement des cadres.

A.3.1. Rappelant l'objectif poursuivi par le législateur, à savoir la modernisation de la police judiciaire, l'abaissement de l'âge moyen de ses membres et l'harmonisation des pensions, le Conseil des ministres estime que les officiers et les agents judiciaires ne se trouvent pas dans une situation comparable à celle des autres membres de la police locale et de la police fédérale. Leurs statuts ont toujours été distincts et l'harmonisation de ceux-ci sera progressive en attendant l'entrée en vigueur du statut unique.

A.3.2. Même s'il s'agissait de situations comparables, la mesure critiquée resterait justifiée. Eu égard aux différences existant entre les agents des différentes polices quant à l'âge de mise à la pension et quant au calcul de celle-ci et à la nécessité de préparer une intégration aussi harmonieuse que possible dans un statut unique, des mesures transitoires ont été arrêtées dont font partie les dispositions attaquées. Pour survivre, la police judiciaire doit en effet disposer des cadres pouvant assurer une certaine continuité, une fois la phase de transition terminée. Il n'est donc pas souhaitable que la police judiciaire soit dirigée pendant cette phase par des personnes devant être pensionnées dès leur intégration dans la police fédérale. Or, l'âge est un élément déterminant dans un service opérationnel qui doit s'intégrer au sein de corps plus jeunes. Il ne s'agit donc pas de décapiter le sommet de la police judiciaire, la mesure en cause ne concernant ni les agents âgés de moins de soixante ans ni ceux comptant moins de vingt-cinq ans de service.

A.3.3. Selon le Conseil des ministres, la différence quant à la date d'entrée en vigueur des mesures de mise à la pension d'office à la police judiciaire et à la police communale se justifie par un argument financier.

La charge des pensions des membres de la police judiciaire est et sera assumée par le Trésor public alors que la charge financière des pensions des membres de la police communale incombe quant à elle aux communes et ce jusqu'au jour de la constitution des nouvelles structures juridiques, les zones de police. Etant donné l'incertitude qui règne quant aux zones pluricommunales, il n'était pas opportun que la mise à la pension des membres de la future police locale intervienne avant la constitution de la nouvelle autorité chargée de la gestion du personnel et des pensions. Cela s'explique par le souci d'éviter que l'autorité qui aujourd'hui aurait pris la mesure de mise à la pension ne diffère de l'entité qui reprendra les charges des pensions. En effet, dans les zones pluricommunales, une entité juridique distincte des communes sera créée et celle-ci reprendra la gestion du personnel selon des termes encore inconnus à l'heure actuelle. Il convenait donc d'attendre que les conséquences financières de la mise à la pension des membres de la future police locale soient claires, *quod non*, avant de mettre en œuvre une telle mesure. S'il est vrai que cet argument vaut uniquement pour les zones pluricommunales, le raisonnement garde toutefois tout son poids si l'on sait qu'au moment du vote de la loi, la clé de répartition relative aux communes se retrouvant dans une zone uncommunale plutôt que pluricommunale n'était pas connue.

A.3.4. L'on doit enfin tenir compte, selon le Conseil des ministres, de ce que le Gouvernement fédéral n'accorde pas de bonification de temps à des personnes de plus de soixante ans. Il convient notamment de se référer à l'article 279, § 2, de la loi-programme du 22 décembre 1989 (*Moniteur belge*, 30 décembre 1989; err. 4 avril 1990) qui limite la bonification de temps « à la période comprise entre le moment de la mise à la retraite d'office et le dernier jour du mois durant lequel l'agent atteint l'âge de 60 ans ». Le requérant ayant déjà atteint le plafond de la pension maximale - la pension étant maximale après trente-sept années de service -, une bonification de temps n'aurait en l'espèce pas pu augmenter le montant de sa pension.

A.4.1. Dans son mémoire en réponse, le requérant fait valoir, à propos de l'article 260 de la loi attaquée (suspendu par l'arrêt n° 31/99 de la Cour), que l'opinion du Conseil des ministres selon laquelle une mesure de mise à la pension généralisée mettrait les zones pluricommunales dans une situation irréversible peut certes être partagée mais que cela ne justifie pas l'anticipation de la mesure attaquée pour les seuls agents et officiers judiciaires. A défaut d'autres arguments, la Cour ne peut que confirmer dans un arrêt d'annulation la décision qu'elle a prise dans l'arrêt de suspension.

A.4.2. Constatant que la Cour, en se référant à l'appréciation politique d'une assemblée démocratiquement élue à laquelle elle ne peut se substituer, n'a pas suspendu l'article 245, le requérant fait valoir que cette considération de la Cour n'est pas critiquable à condition que l'appréciation des organes législatifs soit raisonnablement justifiée par des motifs cohérents, objectifs et non contradictoires. Or, il apparaît notamment de la proposition de statut des membres du cadre opérationnel de la police intégrée que l'âge de la pension de ceux-ci serait fixé à 65 ans, les officiers ayant la faculté de demander plus tôt leur mise à la pension; il est impossible de dire actuellement quelles décisions seront prises. Mais les positions contradictoires du Conseil des ministres démontrent que la mesure attaquée est une mesure hâtive qui ne repose sur aucune justification raisonnable et il serait inadmissible que l'harmonisation qui serait ultérieurement décidée soit sans effet pour ceux mis à la pension d'office dès le 5 janvier 1999.

L'article 245, tel qu'il existe actuellement, impose au requérant une retraite à 60 ans, au prétexte de faciliter l'harmonisation future, alors qu'au même moment, le groupe de travail interministériel fixe le critère d'harmonisation à 65 ans, et non plus à 60 ans, comme imposé par l'article 245.

Si l'article 245 ne devait pas être annulé, le requérant serait mis à la pension d'office, soit le 5 janvier 1999, soit au jour du prononcé de l'arrêt, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier 2001, alors que, pour tous les autres agents et officiers des trois services de police, les arrêtés d'application qui doivent être publiés avant le début de 2000 fixeront le régime de pension des membres de la police intégrée à 65 ans.

- B -

B.1. La loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit la constitution d'une police locale (titre II, articles 9 et suivants) et d'une police fédérale (titre III, articles 92 et suivants). La police locale et la police fédérale sont l'une et l'autre composées d'un cadre opérationnel comprenant des fonctionnaires de police et d'un cadre administratif et logistique comprenant des membres du personnel qui ne sont pas revêtus de la qualité d'agent de police administrative ou judiciaire (articles 116 à 118). L'article 119 de la loi prévoit que « le statut est le même pour tous les fonctionnaires de police, qu'ils appartiennent à la police fédérale ou à la police locale. La même règle vaut, par catégorie, pour les agents auxiliaires de police et pour le personnel du cadre administratif et logistique ».

Les articles 235 et 241 de la loi prévoient le transfert des membres de la police communale et d'agents qui leur sont assimilés à la police locale, et des membres de la gendarmerie et de la police judiciaire et d'agents qui leur sont assimilés à la police fédérale. Les articles 236 et 242 prévoient que ce personnel est soumis aux dispositions fixant le statut ou la position juridique qui régiront le personnel de la police locale et de la police fédérale, à moins que les intéressés ne choisissent de rester soumis aux lois et règlements qui leur étaient applicables avant la réforme. Ces articles doivent être mis en vigueur par le Roi à une date qui ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2001 (article 260, alinéa 5).

Quant aux dispositions attaquées

B.2. Les articles 245 et 260 de la loi du 7 décembre 1998 disposent :

« Art. 245. Les officiers et agents judiciaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis sont pensionnés d'office à condition qu'ils comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement.

Durant la période débutant le jour de l'entrée en vigueur du présent article et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 241, les agents et officiers judiciaires sont pensionnés d'office le premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils atteignent ou ont atteint l'âge de soixante ans et qu'ils remplissent la condition de services admissibles visée à l'alinéa précédent. »

« Art. 260. Les articles 1^{er}, 2, 5, 9, 121 à 127 et 130 à 133, 139, 141, 142, 197 et 198, 2^o, 3^o et 6^o, 245 et 258 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Jusqu'à la constitution de la police fédérale et des corps de police locale, les articles 122, alinéa 2, 123, 125, alinéas 2 et 3, 126, 127, alinéas 2 et 3, 130, alinéas 2 et 3, 131, alinéas 2 et 3, et 132 s'appliquent aux membres de la police communale, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets ainsi que, selon les distinctions prévues à l'article 133, aux agents auxiliaires de police de la police communale, aux militaires, aux militaires transférés et aux civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, au personnel civil auxiliaire de la gendarmerie, au personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, au personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire et au personnel contractuel du service général d'appui policier.

Pendant la période visée à l'alinéa 2, la compétence attribuée par l'article 126, § 2, est exercée selon les distinctions suivantes :

1^o par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard des membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, des militaires, des militaires transférés, des civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, et du personnel civil auxiliaire de la gendarmerie;

2^o par le ministre de la Justice, à l'égard des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets, du personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, et du personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire;

3^o par le ministre de l'Intérieur et par le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard du personnel contractuel du service général d'appui policier;

4^o par le bourgmestre, à l'égard des membres de la police communale et des agents auxiliaires de police de la police communale.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des articles 4, 6 à 8, 11, 38, 39, 41, 47 à 60, 65 à 90, 93, 94, 96, alinéa 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 et 257, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2000.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des autres articles de la présente loi, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2001. »

Quant à l'intérêt du requérant

B.3.1. Le requérant, commissaire général adjoint de la police judiciaire, au service de laquelle il est entré le 5 septembre 1958, a atteint l'âge de soixante ans le 30 juillet 1997. Il justifie de l'intérêt requis à demander l'annulation de l'article 245, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 qui pensionne d'office, à la date à laquelle cette disposition a été publiée au *Moniteur belge*, à savoir le 5 janvier 1999, les officiers et agents judiciaires qui, à cette date, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles au sens de la loi attaquée.

Il en va de même de l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée en tant qu'il met en vigueur l'article 245, alinéa 1^{er}, et y est donc indissolublement lié.

B.3.2. L'article 245, alinéa 2, de la loi attaquée prévoit, durant la période se situant entre le 5 janvier 1999 et la date de la constitution de la police fédérale, une mise à la pension d'office des agents et officiers judiciaires qui atteignent ou ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et qui remplissent la condition d'ancienneté de service précitée; le requérant peut se trouver visé par cette disposition si la Cour annule l'article 245, alinéa 1^{er}, et justifie d'un intérêt à demander l'annulation de l'alinéa 2.

Quant au fond

B.4.1. Le requérant fait grief aux dispositions qu'il attaque de prévoir, en violation des articles 10 et 11 de la Constitution, la mise à la retraite d'office, dès le 5 janvier 1999, des officiers et agents judiciaires qui, à cette date, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles au sens de la disposition attaquée.

Selon lui, de manière générale, les intéressés subiraient une discrimination vis-à-vis de l'ensemble des autres agents visés par la loi du 7 décembre 1998 en ce que les premiers sont les seuls pour lesquels une disposition prévoyant une mise à la retraite d'office entre en vigueur dès la publication de la loi au *Moniteur belge*. Par ailleurs, les intéressés subiraient une discrimination vis-à-vis d'autres officiers et agents de la police judiciaire qui, tout en ayant atteint l'âge de soixante ans à la date du 5 janvier 1999, comptent moins de vingt-cinq années de services admissibles et échappent donc à la mesure critiquée ainsi que vis-à-vis des commissaires de brigade qui, en vertu de l'article 240 de la loi du 7 décembre 1998, peuvent continuer à exercer leur fonction avec le maintien de leur statut.

B.4.2. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4.3. La Cour constate que les mesures critiquées sont prises dans le cadre d'une restructuration générale des services de police, qu'elles font partie d'un ensemble de mesures et que la mise à la retraite est décidée sur la base des critères objectifs que constituent l'âge des intéressés et leur ancienneté de service.

Ainsi que l'admet le requérant, il appartient au législateur d'apprécier dans quelle mesure l'abaissement de l'âge moyen des membres d'un corps de police est souhaitable; par ailleurs, il appartient au législateur d'apprécier quelles mesures il convient de prendre « en vue de moderniser la police judiciaire en préparation à son passage dans la police fédérale » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1676/1, p. 117).

La Cour substituerait son appréciation à celle d'une assemblée démocratiquement élue si elle censurait une décision de moderniser plus ou moins rapidement tel service public plutôt que tel autre ou si elle censurait les mesures prises par le législateur pour mettre en œuvre cette décision. S'agissant d'une réforme aussi importante que celle engagée par la loi du 7 décembre 1998, l'on peut admettre que, dans le but de réaliser l'unicité du statut des agents appartenant à un même corps (article 119 de la loi précitée), le législateur arrête des mesures d'harmonisation des différents régimes applicables aux agents intéressés et que cette harmonisation soit progressive (*ibid.*, p. 8).

B.4.4. De telles mesures ne peuvent toutefois créer des différences de traitement qui ne reposeraient pas sur un critère objectif, ou qui seraient dépourvues de pertinence ou disproportionnées.

B.4.5. La différence de traitement établie entre les officiers et les agents judiciaires mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans et les commissaires de brigade qui échappent à cette mesure se justifie par la circonstance que - même si, par le fait de la disparition de la police rurale, les commissaires de brigade perdent la mission d'encadrement, d'assistance et d'inspection de celle-ci - leurs fonctions de collaborateurs spécialisés, qu'ils exercent auprès des gouverneurs de province pour les affaires de sûreté, les désignent pour assurer un rôle de fonctionnaire de liaison auprès du gouverneur, celui-ci étant investi d'une compétence générale en matière de maintien de l'ordre public et de pouvoirs déterminés en matière d'armes, de gardes privés et de chasse (*ibid.*, pp. 111 et 112).

B.4.6. En revanche, l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 crée, entre les officiers et les agents judiciaires visés par l'article 245 de cette loi et les fonctionnaires de la police communale visés à l'article 237, une différence de traitement en ce qu'il met en vigueur la mesure de mise à la retraite d'office des premiers, prévue à l'article 245, dès la publication de la loi, alors que la mesure analogue frappant les seconds n'entrera en vigueur, conformément aux articles 237, 248 et 260, alinéa 5, que dans un délai de plusieurs mois, voire de plusieurs années.

Il n'est pas nécessairement déraisonnable que diverses dispositions d'une même loi entrent en vigueur à des moments différents mais en l'espèce, ni les travaux préparatoires de la loi attaquée, ni les pièces de la procédure, ni les réponses fournies à l'audience aux questions de la Cour portant, précisément, sur le fait que la nécessité de faire entrer en vigueur dès la publication de la loi la mesure de mise à la pension d'office ait été perçue dans le cas des officiers et agents judiciaires visés par la disposition attaquée et non dans celui des membres de la police communale, ne permettent d'apercevoir la raison pour laquelle la mesure précitée devrait s'appliquer plus rapidement aux uns qu'aux autres.

L'argument tiré par le Conseil des ministres de ce que la question du financement des pensions des membres de la future police locale n'est pas réglée à l'heure actuelle et empêche donc que la mesure de mise à la pension d'office applicable aux agents de la police locale soit mise en vigueur avant la constitution de la police locale ne suffit pas à justifier qu'une telle mesure soit immédiatement applicable lorsqu'elle frappe les agents de la police judiciaire.

En visant l'article 245 de la loi attaquée, l'article 260, alinéa 1^{er}, de cette loi n'est pas conforme aux exigences des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.4.7. L'argument, développé par le requérant, selon lequel l'autorité aurait l'intention de fixer à soixante-cinq ans l'âge de la retraite dans la future police intégrée, de sorte qu'il serait incohérent et discriminatoire de maintenir la mesure attaquée, ne peut être retenu, faute que les intentions alléguées aient été à ce jour réalisées.

B.4.8. Quant aux motifs pertinents du point de vue de l'objectif de la loi, pour lesquels les officiers et agents judiciaires qui remplissent la condition d'âge fixée par l'article 245 sont soumis ou échappent à la mesure de mise à la retraite d'office suivant qu'ils comptent ou non vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, la thèse présentée à l'audience par le Conseil des ministres peut être admise : il ne peut être reproché au législateur d'avoir limité de cette façon le champ d'application de la mesure de mise à la retraite à soixante ans en considération de l'incidence qu'une telle mesure pouvait avoir sur la pension.

Par ces motifs,
la Cour

- annule l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en tant qu'il vise l'article 245 de cette même loi;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 9 juin 1999.

Le greffier f.f.,
B. Renauld.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 1769

[C - 99/21315]

Arrest nr. 64/99 van 9 juni 1999

Rolnummer 1581

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 245 en het cijfer « 245 » in artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, ingesteld door A. Vander Zwalmen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door referendaris B. Renauld, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 januari 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 januari 1999, heeft A. Vander Zwalmen, wonende te 1650 Beersel, Diepenbeemd 39, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 245 en het cijfer « 245 » in artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1999).

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderde de verzoeker ook de schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen. Bij zijn arrest nr. 31/99 van 10 maart 1999 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 maart 1999) heeft het Hof artikel 260, eerste lid, van vermelde wet, in zoverre het artikel 245 van die wet beoogt, geschorst.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 6 januari 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 januari 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 26 februari 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 april 1999 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 30 april 1999 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 5 mei 1999 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 26 mei 1999, nadat het de Ministerraad uitgenodigd heeft om op de terechtzitting zijn standpunt uiteen te zetten over de pertinente redenen, vanuit het oogpunt van de doelstelling van de wet, om welke de gerechtelijke officieren en agenten die de bij artikel 245 van de aangevochten wet vastgestelde leeftijdsvoorwaarde vervullen, aan de maatregel van ambtshalve inruststelling zijn onderworpen of eraan ontsnappen naargelang zij al dan niet vijftienvintig aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op het pensioen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 6 mei 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 26 mei 1999 :

- zijn verschenen :

. Mr. J. Putzeys, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor de verzoekende partij;

. Mr. R. Ergec *loco* Mr. P. Peeters en Mr. P. Traest, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

A.1.1. De verzoeker heeft op 30 juli 1997 de leeftijd van zestig jaar bereikt en is, door de onmiddellijke inwerkingtreding die aan de wet is gegeven, ambtshalve gepensioneerd op 5 januari 1999. Hij wil aldus het vereiste belang bewijzen om de vernietiging te vorderen van de aangevochten bepalingen, met inbegrip van die van het tweede lid van artikel 245, dat op hem van toepassing zou zijn ten gevolge van de vernietiging van het eerste lid.

A.1.2. Het belang waarvan de verzoeker doet blijken is zowel geldelijk als moreel. Het nadeel kan op ongeveer een vierde van zijn inkomsten worden geraamd; zoals ieder vooruitziend ambtenaar heeft hij financiële verbintenissen aangegaan « om zich veilig te stellen » (levensverzekering, leningen, enz.), tot de normale pensioenleeftijd, namelijk vijftenzestig jaar. Nu heeft de aangevochten maatregel in geen enkele overgangsmaatregel voorzien en ontnemt hem, voor de berekening van zijn pensioen, een activiteitsduur van drie jaar en zeven maanden. Overigens ontnemen de aangevochten bepalingen, door de verzoeker uit zijn ambt te ontzetten, hem het vereiste gezag en de vereiste ervaring om zijn ambt opnieuw op te nemen, zij het bij gelijkwaardigheid.

Ten gronde

A.2.1. Het aangevochten artikel 245 van de wet van 7 december 1998 dient in werking te treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* krachtens een koninklijk besluit dat tot op heden nog niet is bekendgemaakt. Door een ambtshalve pensionering op de leeftijd van zestig jaar enkel op te leggen aan de ambtenaren die het bedoelt, terwijl de aangevochten wet thans geen dergelijke maatregelen oplegt aan de andere leden van de lokale politie en de federale politie die de geïntegreerde politiedienst verzekeren, schendt het voormelde artikel 245 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.2.2. In artikel 245, eerste lid, zijn dezelfde bewoordingen gebruikt als die welke een vroeger wetsontwerp wilde geven aan een bepaling die het invoegde in de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten. Dat ontwerp had tot doel de gemiddelde leeftijd van de leden van de gerechtelijke politie die overgaan naar het operationeel korps te verlagen en, in afwachting van een vaststelling van de pensioenleeftijd van alle leden van het operationeel korps van de nationale politie, de persoonlijke situatie van de gewezen leden van de gerechtelijke politie te harmoniseren met de pensioenleeftijden die gelden bij de rijkswacht.

Weliswaar erkennend dat de wetgever zou kunnen streven naar een verlaging van de gemiddelde leeftijd van het operationeel korps, deed de verzoeker in een (eerste) verzoekschrift aan de Kamer van volksvertegenwoordigers gelden dat dat ontwerp discriminerend was, met name doordat de leden van de gerechtelijke politie slechts een categorie van personeelsleden vormen die zijn overgeheveld naar het operationeel korps, en dat enkel aan die categorie de maatregel van ambtshalve pensionering wordt opgelegd. De personeelsleden van andere diensten, meer bepaald de leden van de rijkswacht (wet van 18 augustus 1923) en de leden van de politiedienst (wet van 21 juli 1844, artikel 1 en de wet van 14 februari 1961, artikel 115; voor de leden van de gemeentepolitie, artikel 156 van de nieuwe gemeentewet) komen immers niet in aanmerking voor een ambtshalve pensionering.

A.2.3. De verzoeker deed ook gelden dat het ontwerp niet voorzag in begeleidende modaliteiten met betrekking tot de verkregen rechten die getuigen van de zorg om de gevolgen van de betwiste maatregel te milderen, noch in enig element dat zou kunnen aantonen of doen vermoeden dat het vrijwillig vertrek op zich ontoereikend zou zijn om het nagestreefde doel te bereiken (cf. arrest nr. 39/97 van 14 juli 1997, in de zaak B.R.T.N., waar bepaald was dat de ambtshalve gepensioneerden een tijdsbonificatie toegekend kregen gelijk aan het aantal maanden die verlopen tussen het tijdstip waarop zij gepensioneerd worden en het tijdstip waarop zij de leeftijd van vijftenzestig jaar bereiken).

A.2.4. In een (tweede) verzoekschrift aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, dat werd ingediend na het neerleggen van het wetsontwerp waaruit de aangevochten bepalingen zijn voortgesprongen, beweerde de verzoeker dat de ambtshalve pensionering van de ambtenaren van de lokale politie op de volle leeftijd van zestig jaar niet vóór 1 januari 2001 zal plaatsvinden; de gerechtelijke officieren en agenten daarentegen zullen nooit in de federale politie worden geïntegreerd indien, op de datum van de bekendmaking van de wet (1998), zij reeds de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, of zullen erin worden geïntegreerd tot zij de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, vóór 1 januari 2001, of zullen hebben bereikt gedurende de periode die zich uitstrekt tot de datum van inwerkingtreding van de wet, uiterlijk op 1 januari 2001.

A.2.5. De verzoeker deed ook gelden dat in het ontwerp niet het lot werd geregeld, vóór de leeftijd van het definitieve pensioen, van de agenten en officieren van de gerechtelijke politie die in de federale politie worden geïntegreerd en niet de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op 1 januari 2001, noch dat van dezelfde leden van de gerechtelijke politie die niet ten minste vijftienvintig jaar aanneembare dienstjaren tellen en die zullen kunnen blijven werken tot de leeftijd van vijftenzestig jaar. Aldus zullen de officieren en agenten die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt zonder vijftienvintig aanneembare dienstjaren te tellen, en de leden van de federale en lokale politie worden gepensioneerd op grond van de leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden die eigen zijn aan hun huidig statuut, « op een datum vastgesteld op 1 januari 2001 » (*sic*) en dus, in beginsel, met een volledig pensioen, bij overgangsmaatregel die zal moeten worden bestudeerd binnen de twee komende jaren tijdens het onderzoek van de ontwerpen van statuut van de federale politie door de vakbondsorganisaties.

A.2.6. De verzoeker voerde ook aan dat, in tegenstelling met de commissarissen van de gerechtelijke politie die een gelijkwaardige graad hebben, de brigadecommissarissen niet aan de betwiste maatregel zijn onderworpen (artikel 240 van de wet).

A.2.7. Ook hier beweerde de verzoeker dat in geen enkele begeleidingsmaatregel was voorzien, terwijl de pensioenen van de betrokkenen over een uitzonderlijk lange loopbaan worden berekend, zodat het maximum pas na de leeftijd van zestig of vijftenzestig jaar kan worden bereikt. Volgens de memorie van toelichting gaat het niet om het « moderniseren » van de gerechtelijke politie als voorbereiding op de overgang ervan in de federale politie, maar om het verwijderen van die personeelsleden die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt of zullen bereiken.

A.2.8. De bespreking van het wetsontwerp bracht de minister ertoe het bekritiseerde verschil in behandeling te verantwoorden : zijn argumenten houden in dat slechts vijftien personen, onder wie vijf hoofdofficieren, betrokken zijn (maar het gelijkheidsbeginsel wordt niet aan de kwantiteit gemeten) en dat, enerzijds, de ambtenaren die meer dan zestig jaar oud zijn, niet meer geschikt zijn voor de dienst want zij zijn niet meer in staat zich aan te passen of te veranderen en zij zijn niet meer gemotiveerd en, anderzijds, de harmonisering van de pensioenregelingen in de betrokken dienst noodzakelijk is.

A.2.9. Om het argument van de harmonisering van de pensioenregelingen te beoordelen dient men, volgens de verzoeker, rekening te houden met het feit dat bij de rijkswacht de norm op zesenvijftig jaar ligt, behalve voor de korpsversten, terwijl de luitenanten-generaal worden gepensioneerd op de leeftijd van tweeënzestig jaar (aldus is

duidelijk uiting gegeven aan de wil om de leiding van de federale politie in de handen van de rijkswacht te laten), en met het feit dat de agenten die in de federale politie worden geïntegreerd (operationeel korps) de volgens hun statuut verkregen rechten behouden en derhalve, in voorkomend geval, het recht op een ambt tot vijftien jaar. Ten aanzien van het nieuwe statuut van de leden van de federale politie en van de lokale politie, dienen de beslissingen nog te worden genomen. Aldus blijkt dat de aangevochten bepalingen tot doel hebben onmiddellijk, zonder overgangs- of begeleidingsmaatregel, en zonder overleg, het lot te regelen van de enkele officieren van de gerechtelijke politie die zestig jaar oud zijn. De verzoeker stelt de vraag of hun integratie in de top van de hiërarchie de « integratie » in de rijkswacht, die de federale politie is geworden, zou kunnen hinderen.

A.2.10. Volgens de verzoeker is het aangevochten artikel 245 de enige bepaling betreffende het statuut van de « geïntegreerde » agenten die in werking treedt op de dag van de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. De overige maatregelen die betrekking hebben op de andere agenten van de politiekorpsen zullen uiterlijk pas op 1 januari 2001 moeten worden genomen.

A.2.11. Volgens de verzoeker kan het argument van het gebrek aan motivatie of aanpassingsvermogen slechts verontwaardiging of een glimlach opwekken. Een algemene en niet-discriminerende toepassing van dat nieuwe beginsel toestaan zou leiden tot een algemene beweging in de gerechtelijke besturen en korpsen en, althans mathematisch, tot een verjonging van de personeelsformatie.

A.3.1. De Ministerraad herinnert aan het door de wetgever nagestreefde doel, namelijk de modernisering van de gerechtelijke politie, de verlaging van de gemiddelde leeftijd van de leden ervan en de harmonisering van de pensioenen, en is van mening dat de gerechtelijke officieren en agenten zich niet in een situatie bevinden die vergelijkbaar is met die van de andere leden van de lokale politie en de federale politie. Hun statuten zijn steeds verschillend geweest en de harmonisering ervan zal geleidelijk verlopen in afwachting van de inwerkingtreding van het eenheidsstatuut.

A.3.2. Zelfs mocht het om vergelijkbare situaties gaan, dan nog zou de betwiste maatregel verantwoord blijven. Gelet op de verschillen tussen de agenten van de onderscheiden politiediensten inzake de leeftijd van pensionering en de berekening van het pensioen en op de noodzaak om een zo harmonieus mogelijke integratie in een eenheidsstatuut voor te bereiden, werden overgangsmaatregelen genomen waarvan de aangevochten bepalingen deel uitmaken. Om te kunnen overleven moet de gerechtelijke politie immers beschikken over kaderpersoneel dat een zekere continuïteit kan verzekeren zodra de overgangsfase beëindigd is. Het is dus niet wenselijk dat de gerechtelijke politie gedurende die fase wordt geleid door personen die moeten worden gepensioneerd op het ogenblik van hun integratie in de federale politie. Nu is de leeftijd een bepalend element in een operationele dienst die moet worden geïntegreerd in jongere korpsen. Het gaat er dus niet om de top van de gerechtelijke politie te onthoofden aangezien de in het geding zijnde maatregel geen betrekking heeft op de agenten die minder dan zestig jaar oud zijn noch op degenen die minder dan vijftientig jaar dienst tellen.

A.3.3. Het verschil ten aanzien van de datum van inwerkingtreding van de maatregelen van ambtshalve pensionering bij de gerechtelijke politie en bij de gemeentepolitie wordt volgens de Ministerraad verantwoord door een financieel argument.

De last van de pensioenen van de leden van de gerechtelijke politie wordt en zal worden gedragen door de Openbare Schatkist terwijl de financiële last van de pensioenen van de leden van de gemeentepolitie op de gemeenten terecht komt en zulks tot de dag van de oprichting van de nieuwe juridische structuren, de politiezones. Gelet op de onzekerheid die ten aanzien van de meergemeentezones bestaat, was het niet opportuun dat de pensionering van de leden van de toekomstige lokale politie zou gebeuren vóór de samenstelling van de nieuwe overheid belast met het beheer van het personeel en van de pensioenen. Dat wordt verklaard door de zorg om te vermijden dat de overheid die thans de maatregel van pensionering zou hebben genomen, zou verschillen van de entiteit die de pensioenlast op zich zal nemen. In de meergemeentezones zal immers een juridische entiteit los van de gemeenten worden opgericht en zij zal het beheer van het personeel overnemen volgens thans nog niet bekende formuleringen. Er diende dus te worden gewacht tot de financiële gevolgen van de pensionering van de leden van de toekomstige lokale politie duidelijk zouden zijn, *quod non*, alvorens een dergelijke maatregel ten uitvoer te leggen. Is het weliswaar zo dat dat argument enkel geldt voor de meergemeentezones, dan behoudt die redenering evenwel haar volle gewicht indien men weet dat op het ogenblik van de goedkeuring van de wet de verdeelsleutel betreffende de gemeenten die zich veeleer in een eengemeentezone dan in een meergemeentezone bevinden, niet bekend was.

A.3.4. Tot slot dient men, volgens de Ministerraad, rekening te houden met het feit dat de federale Regering geen tijdsbonificatie toekent aan personen van meer dan zestig jaar oud. Er dient onder meer te worden verwezen naar artikel 279, § 2, van de programmawet van 22 december 1989 (*Belgisch Staatsblad*, 30 december 1989; err. 4 april 1990) waarin de tijdsbonificatie wordt beperkt « tot de periode gelegen tussen het ogenblik van de ambtshalve oppensioenstelling en de laatste dag van de maand tijdens welke het personeelslid de leeftijd van 60 jaar bereikt ». Aangezien de verzoeker het plafond van het maximale pensioen reeds heeft bereikt - het pensioen bereikt het maximum na zevenendertig jaar dienst - zou een tijdsbonificatie te dezen het bedrag van zijn pensioen niet hebben kunnen verhogen.

A.4.1. In zijn memorie van antwoord doet de verzoeker gelden, ten aanzien van artikel 260 van de aangevochten wet (geschorst bij het arrest nr. 31/99 van het Hof), dat de mening van de Ministerraad volgens welke een maatregel van veralgemeende oppensioenstelling de meergemeentezones in een onomkeerbare situatie zou plaatsen, weliswaar kan worden gedeeld maar dat dit de vervroeging van de aangevochten maatregel enkel voor de gerechtelijke agenten en officieren niet verantwoordt. Bij ontstentenis van andere argumenten kan het Hof niet anders dan in een vernietigingsarrest de beslissing bevestigen die het in het schorsingsarrest heeft genomen.

A.4.2. De verzoeker, die vaststelt dat het Hof, verwijzend naar de politieke beoordeling door een democratisch verkozen vergadering die het niet kan vervangen, artikel 245 niet heeft geschorst, doet gelden dat die overweging van het Hof niet voor kritiek vatbaar is op voorwaarde dat de beoordeling door de wetgevende organen redelijk verantwoord wordt door coherente, objectieve en niet-tegenstrijdige motieven. Nu blijkt uit het voorstel van statuut van de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie onder meer dat de pensioenleeftijd op 65 jaar zou worden vastgesteld, en dat de officieren hun pensionering vroeger kunnen vragen; het is thans onmogelijk te zeggen welke beslissingen zullen worden genomen. Maar de tegenstrijdige standpunten van de Ministerraad tonen aan dat de aangevochten maatregel een inderhaast genomen maatregel is die niet op enige redelijke verantwoording berust en het zou onaantvaardbaar zijn dat de harmonisering waartoe later zou worden beslist, zonder gevolg zou zijn voor degenen die vanaf 5 januari 1999 ambtshalve worden gepensioneerd.

Artikel 245, zoals het thans is geformuleerd, verplicht de verzoeker met pensioen te gaan op 60 jaar, onder het voorwendsel de toekomstige harmonisering te vergemakkelijken, terwijl op dit ogenblik de interministeriële werkgroep het harmoniseringscriterium vaststelt op 65 jaar, en niet meer op 60 jaar, zoals opgelegd bij artikel 245.

Mocht artikel 245 niet worden vernietigd, dan zou de verzoeker ambtshalve worden gepensioneerd, hetzij op 5 januari 1999, hetzij op de dag van de uitspraak van het arrest, dat wil zeggen vóór 1 januari 2001, terwijl voor alle andere agenten en officieren van de drie politiediensten de toepassingsbesluiten die vóór begin 2000 moeten worden gepubliceerd, de pensioenregeling van de leden van de geïntegreerde politie op 65 jaar zullen vaststellen.

- B -

B.1. De wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voorziet in de oprichting van een lokale politie (titel II, artikelen 9 en volgende) en van een federale politie (titel III, artikelen 92 en volgende). De lokale en de federale politie zijn beide samengesteld uit een operationeel kader dat politieambtenaren omvat en uit een administratief en logistiek kader dat bestaat uit personeelsleden zonder bevoegdheid inzake bestuurlijke of gerechtelijke politie (artikelen 116 tot 118). Artikel 119 van de wet bepaalt : « Het statuut is voor alle politieambtenaren gelijk, ongeacht of zij tot de federale politie of tot de lokale politie behoren. Hetzelfde geldt, per categorie, voor de hulpagenten van politie en het personeel van het administratief en logistiek kader ».

De artikelen 235 en 241 van de wet voorzien in de overgang van de leden van de gemeentepolitie en van ermee gelijkgestelde ambtenaren naar de lokale politie, en van de leden van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie en ermee gelijkgestelde ambtenaren naar de federale politie. De artikelen 236 en 242 bepalen dat dat personeel onderworpen is aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen die zullen gelden voor het personeel van de lokale politie en de federale politie, tenzij de betrokkenen verkiesen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die op hen van toepassing waren vóór de hervorming. Die artikelen moeten door de Koning in werking worden gesteld op een datum die niet later kan vallen dan 1 januari 2001 (artikel 260, vijfde lid).

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen

B.2. De artikelen 245 en 260 van de wet van 7 december 1998 bepalen :

« Art. 245. De gerechtelijke officieren en agenten die op de datum van inwerkingtreding van dit artikel de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, worden ambtshalve gepensioneerd op voorwaarde dat zij ten minste vijftientig jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking werden genomen.

Tijdens de periode die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van dit artikel en eindigt op de datum van inwerkingtreding van artikel 241, worden de gerechtelijke agenten en officieren ambtshalve gepensioneerd op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop ze de volle leeftijd van zestig jaar bereiken of hebben bereikt en de bij het vorige lid vermelde voorwaarde inzake het aantal aanneembare dienstjaren vervullen. »

« Art. 260. De artikelen 1, 2, 5, 9, 121 tot 127 en 130 tot 133, 139, 141, 142, 197 en 198, 2°, 3° en 6°, 245 en 258 treden in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot de oprichting van de federale politie en van de lokale politiekorpsen, zijn de artikelen 122, tweede lid, 123, 125, tweede en derde lid, 126, 127, tweede en derde lid, 130, tweede en derde lid, 131, tweede en derde lid, en 132 van toepassing op de leden van de gemeentepolitie, de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, en op de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, alsook, volgens het onderscheid gemaakt in artikel 133, op de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie, de militairen, de overgedragen militairen en de burgerlijke personeelsleden die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten, het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie en het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst.

Tijdens de periode bedoeld in het tweede lid, wordt de bij artikel 126, § 2, toegekende bevoegdheid, uitgeoefend volgens het hierna gemaakte onderscheid :

1° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, gezamenlijk, met betrekking tot de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, de militairen, de overgedragen militairen, de burgers die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht en van het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht;

2° door de minister van Justitie, met betrekking tot de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten en het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie;

3° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie samen, met betrekking tot het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst;

4° door de burgemeester, met betrekking tot de leden van de gemeentepolitie en de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 4, 6 tot 8, 11, 38, 39, 41, 47 tot 60, 65 tot 90, 93, 94, 96, tweede lid, 98, 106, 108, 128, 149, 247 en 257, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2000.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de andere artikelen van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001. »

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

B.3.1. De verzoeker, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, waar hij op 5 september 1958 in dienst is getreden, heeft op 30 juli 1997 de leeftijd van zestig jaar bereikt. Hij doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van artikel 245, eerste lid, van de wet van 7 december 1998, waarbij de gerechtelijke officieren en agenten die op die datum de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt en ten minste vijftientig aanneembare dienstjaren tellen in de zin van de aangevochten wet, ambtshalve worden gepensioneerd op de datum waarop die bepaling in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, namelijk op 5 januari 1999.

Hetzelfde geldt voor artikel 260, eerste lid, van de aangevochten wet, in zoverre het artikel 245, eerste lid, in werking doet treden en dus onlosmakelijk ermee verbonden is.

B.3.2. Artikel 245, tweede lid, van de aangevochten wet voorziet, tijdens de periode tussen 5 januari 1999 en de datum van de oprichting van de federale politie, in een ambtshalve pensionering van de gerechtelijke officieren en agenten die de volle leeftijd van zestig jaar bereiken of hebben bereikt en die de voormelde voorwaarde van dienstanciënniteit vervullen; de verzoeker kan door die bepaling worden beoogd indien het Hof artikel 245, eerste lid, vernietigt, en doet blijken van een belang om de vernietiging van het tweede lid te vorderen.

Ten gronde

B.4.1. De verzoeker klaagt aan dat de door hem aangevochten bepalingen, met schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, voorzien in de ambtshalve pensionering, vanaf 5 januari 1999, van de gerechtelijke officieren en agenten die op die datum de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt en ten minste vijftientig aanneembare dienstjaren tellen in de zin van de aangevochten bepaling.

Volgens de verzoeker zouden de betrokkenen op een algemene manier een discriminatie ondergaan ten opzichte van de andere ambtenaren bedoeld in de wet van 7 december 1998, doordat de eerstgenoemden de enigen zijn voor wie een bepaling die voorziet in een ambtshalve pensionering in werking treedt vanaf de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. Voorts zouden de betrokkenen een discriminatie ondergaan ten opzichte van andere officieren en agenten van de gerechtelijke politie die, hoewel zij de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op 5 januari 1999, minder dan vijftientig aanneembare dienstjaren tellen en dus aan de bekritiseerde maatregel ontsnappen, alsmede ten opzichte van de brigadecommissarissen die, krachtens artikel 240 van de wet van 7 december 1998, hun ambt kunnen blijven uitoefenen met behoud van hun rechtspositie.

B.4.2. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4.3. Het Hof stelt vast dat de betwiste maatregelen genomen zijn in het kader van een algemene herstructurering van de politiediensten, dat zij deel uitmaken van een geheel van maatregelen en dat tot de pensionering is besloten op grond van de objectieve criteria van de leeftijd van de betrokkenen en hun dienstanciënniteit.

Zoals de verzoeker erkent, komt het de wetgever toe te oordelen in hoeverre de verlaging van de gemiddelde leeftijd van de leden van een politiekorps wenselijk is; het staat aan de wetgever te oordelen welke maatregelen dienen te worden genomen « om de gerechtelijke politie te moderniseren ter voorbereiding van haar overgang in de federale politie » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1676/1, p. 117).

Het Hof zou zijn oordeel in de plaats stellen van dat van een democratisch verkozen vergadering mocht het een beslissing om een bepaalde openbare dienst vlugger of minder vlug te moderniseren dan een andere, censureren, of mocht het de maatregelen censureren die door de wetgever zijn genomen om die beslissing ten uitvoer te leggen. Met betrekking tot een zo belangrijke hervorming als die waarin de wet van 7 december 1998 voorziet, kan men ervan uitgaan dat, met het doel om de eenheid in de rechtspositie van de ambtenaren die tot eenzelfde korps behoren te verwezenlijken (artikel 119 van de voormelde wet), de wetgever maatregelen neemt om de verschillende stelsels die op de betrokken ambtenaren van toepassing zijn te harmoniseren en dat die harmonisering geleidelijk verloopt (*ibid.*, p. 8).

B.4.4. Dergelijke maatregelen mogen evenwel geen verschillen in behandeling teweegbrengen die niet op een objectief criterium zouden berusten of die niet pertinent of niet evenredig zouden zijn.

B.4.5. Het verschil in behandeling tussen de gerechtelijke officieren en agenten die ambtshalve worden gepensioneerd op de leeftijd van zestig jaar en de brigadecommissarissen die aan die maatregel ontsnappen, is verantwoord door de omstandigheid dat - zelfs indien, door het feit van de verdwijning van de landelijke politie, de brigadecommissarissen de opdracht van begeleiding, ondersteuning en inspectie van laatstgenoemde verliezen - door hun functies van gespecialiseerde medewerkers, die zij bij de provinciegouverneurs uitoefenen voor veiligheidszaken, zij worden aangewezen om een rol van verbindingsambtenaar bij de gouverneur te verzekeren, die een algemene bevoegdheid heeft inzake de handhaving van de openbare orde alsmede bepaalde bevoegdheden op het gebied van wapens, privé-wachters en jachtwachters (*ibid.*, pp. 111 en 112).

B.4.6. Artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 daarentegen brengt een verschil in behandeling teweeg tussen de gerechtelijke officieren en agenten bedoeld in artikel 245 van die wet en de ambtenaren van gemeentelijke politie bedoeld in artikel 237, doordat het de maatregel van ambtshalve pensionering van de eerstgenoemden, voorgeschreven bij artikel 245, vanaf de bekendmaking van de wet in werking stelt, terwijl de analoge maatregel die toepasselijk is op de laatstgenoemden, overeenkomstig de artikelen 237, 248 en 260, vijfde lid, pas in werking zal treden binnen een termijn van verschillende maanden, of zelfs verschillende jaren.

Het is niet noodzakelijkerwijs onredelijk dat verschillende bepalingen van eenzelfde wet op een ander tijdstip in werking treden, maar noch uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet, noch uit de procedurestukken, noch uit de antwoorden gegeven ter terechtzitting op de vragen van het Hof, die juist betrekking hadden op het feit dat de noodzaak om de maatregel van ambtshalve pensionering in werking te doen treden vanaf de bekendmaking van de wet in het geval van de in de aangevochten bepaling bedoelde gerechtelijke officieren en agenten zou zijn waargenomen en niet in het geval van de leden van de gemeentepolitie, blijkt te dezen de reden waarom de voormelde maatregel sneller toepasselijk zou moeten zijn op de enen dan op de anderen.

Het argument dat de Ministerraad afleidt uit het feit dat het probleem van de financiering van de pensioenen van de leden van de toekomstige lokale politie thans nog niet is geregeld en dus belet dat de maatregel van ambtshalve pensionering die van toepassing is op de lokale politie ten uitvoer wordt gelegd vóór de oprichting van de lokale politie, volstaat niet om te verantwoorden dat een dergelijke maatregel onmiddellijk van toepassing zou zijn wanneer hij de agenten van de gerechtelijke politie raakt.

Door artikel 245 van de aangevochten wet te vermelden, is artikel 260, eerste lid, van die wet derhalve niet in overeenstemming met de vereisten van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.4.7. Het door de verzoeker uiteengezette argument volgens hetwelk de overheid de bedoeling zou hebben in de toekomstige geïntegreerde politie de pensioenleeftijd op vijftenzestig jaar vast te stellen, zodat het incoherent en discriminerend zou zijn de aangevochten maatregel te handhaven, kan niet in aanmerking worden genomen aangezien de aangevoerde bedoelingen tot heden niet zijn verwezenlijkt.

B.4.8. Ten aanzien van de vanuit het oogpunt van de doelstelling van de wet pertinente motieven, om welke de gerechtelijke officieren en agenten die de bij artikel 245 vastgestelde leeftijdsvoorwaarde vervullen, aan de maatregel van ambtshalve pensionering zijn onderworpen of eraan ontsnappen naargelang zij al dan niet vijftientig aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen, kan de stelling die de Ministerraad tijdens de terechtzitting heeft voorgebracht, worden aanvaard : aan de wetgever kan niet worden verweten het toepassingsgebied van de maatregel van pensionering op zestig jaar op die wijze te hebben beperkt, gelet op de weerslag die een dergelijke maatregel op het pensioen kan hebben.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in zoverre het melding maakt van artikel 245 van die wet;
- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 9 juni 1999.

De wnd. griffier,
B. Renauld.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 1769

[C - 99/21315]

Urteil Nr. 64/99 vom 9. Juni 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1581

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 245 und der Zahl «245» in Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes, erhoben von A. Vander Zwalmen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz der Referentin B. Renauld als stellvertretende Kanzlerin, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 5. Januar 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. Januar 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob A. Vander Zwalmen, wohnhaft in 1650 Beersel, Diepenbeemd 39, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 245 und der Zahl «245» in Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Januar 1999).

Mit derselben Klageschrift beantragte der Kläger ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen. In seinem Urteil Nr. 31/99 vom 10. März 1999 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. März 1999) hat der Hof Artikel 260 Absatz 1 des besagten Gesetzes, soweit er sich auf Artikel 245 dieses Gesetzes bezieht, einstweilig aufgehoben.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 6. Januar 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Januar 1999.

Der Ministerrat, Wetstraat 16, 1000 Brüssel, hat mit am 26. Februar 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. April 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Partei hat mit am 30. April 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidernschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 5. Mai 1999 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 26. Mai 1999 anberaumt, nachdem der Ministerrat aufgefordert wurde, sich auf der Sitzung zu den aus dem Blickwinkel der Zielsetzung des Gesetzes relevanten Gründen zu äußern, weshalb die Gerichtsoffiziere und -beamten, die die in Artikel 245 des angefochtenen Gesetzes festgelegte Altersbedingung erfüllen, der Zwangspensionierungsmaßnahme unterworfen sind bzw. ihr entgehen, je nachdem, ob sie fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre für die Entstehung des Rechtes auf Pension zählen oder nicht.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 6. Mai 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 26. Mai 1999

- erschienen

. RA J. Putzeys, in Antwerpen zugelassen, für die klagende Partei;

. RA R. Ergéc *loco* RA P. Peeters und RA P. Traest, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

A.1.1. Der Kläger habe am 30. Juli 1997 das Alter von sechzig Jahren erreicht und sei infolge des unmittelbaren Wirksamwerdens des Gesetzes am 5. Januar 1999 von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden. Somit weise er das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen nach, einschließlich derjenigen des zweiten Absatzes von Artikel 245, der infolge der Nichtigerklärung des ersten Absatzes auf ihn anwendbar wäre.

A.1.2. Das vom Kläger aufgewiesene Interesse sei sowohl immateriell als auch finanziell. Der Nachteil könne auf etwa ein Viertel seiner Einkünfte geschätzt werden; wie jeder vorsorgende Beamte sei er finanzielle Verbindlichkeiten eingegangen, «um sich abzusichern» (Lebensversicherung, Darlehen usw.), und zwar bis zum normalen Pensionsalter, d.h. bis zum Alter von fünfundsechzig Jahren. Die angefochtene Maßnahme sei jedoch mit keinerlei Übergangsmaßnahmen verknüpft und versage ihm für die Berechnung seiner Pension eine Tätigkeitsdauer von drei Jahren und sieben Monaten. Übrigens entzögen die angefochtenen Bestimmungen dem Kläger dadurch, daß er seines Amtes enthoben werde, die erforderliche Autorität und Erfahrung, um sein Amt wiederaufzunehmen, und sei es durch Gleichwertigkeit.

Zur Hauptsache

A.2.1. Der angefochtene Artikel 245 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 müsse am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten, kraft eines bisher noch nicht veröffentlichten königlichen Erlasses. Indem die Ruhestandsversetzung von Amts wegen im Alter von sechzig Jahren nur den darin ins Auge gefaßten Beamten auferlegt werde, während das angefochtene Gesetz nicht ab sofort den anderen Mitgliedern der Ortspolizei und der Föderalpolizei, die den integrierten Polizeidienst versehen, ähnliche Maßnahmen auferlege, verstoße der vorgenannte Artikel 245 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

A.2.2. Artikel 245 Absatz 1 enthalte die gleiche Formulierung wie diejenige, die ein früherer Gesetzesentwurf einer Bestimmung habe vermitteln wollen, die er in das Gesetz vom 7. April 1919 zur Einsetzung von Gerichtsoffizieren und -beamten bei den Parketten eingefügt habe. Dieser Entwurf habe darauf abgezielt, das Durchschnittsalter der Mitglieder der Gerichtspolizei, die zum einsatzfähigen Korps übergangen, herabzusetzen und in Erwartung der Festsetzung des Pensionsalters aller Mitglieder des einsatzfähigen Korps der Nationalpolizei die persönliche Situation der ehemaligen Mitglieder der Gerichtspolizei mit dem bei der Gendarmerie jeweils geltenden Pensionsalter zu harmonisieren.

Obwohl er eingeräumt habe, daß der Gesetzgeber eine Herabsetzung des Durchschnittsalters des einsatzfähigen Korps anstreben könnte, habe der Kläger in einer (ersten) Bittschrift an die Abgeordnetenkammer geltend gemacht, daß der Entwurf diskriminierend sei, insbesondere indem die Mitglieder der Gerichtspolizei nur eine Kategorie von Personalmitgliedern darstellten, die ins einsatzfähige Korps versetzt worden seien, und daß nur dieser Kategorie die Maßnahme der zwangsweisen Ruhestandsversetzung auferlegt werde. Die Personalmitglieder anderer Dienste, insbesondere die Mitglieder der Gendarmerie (Gesetz vom 18. August 1923) und die Mitglieder des Polizeidienstes (Gesetz vom 21. Juli 1844, Artikel 1 und Gesetz vom 14. Februar 1961, Artikel 115; für die Mitglieder der Gemeindepolizei, Artikel 156 des neuen Gemeindegesetzes) kämen nämlich nicht für eine von Amts wegen erfolgte Ruhestandsversetzung in Betracht.

A.2.3. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß der Entwurf weder flankierende Modalitäten bezüglich der wohlverwobenen Rechte vorgesehen habe, die von dem Bemühen zeugen würden, die Folgen der fraglichen Maßnahme zu mildern, noch irgendwelche Elemente, welche zeigen oder vermuten lassen könnten, daß das freiwillige Ausscheiden an sich unzureichend wäre, um das verfolgte Ziel zu erreichen (siehe Urteil Nr. 39/97 vom 14. Juli 1997 in der Rechtssache B.R.T.N., wo vorgesehen gewesen sei, daß den von Amts wegen in den Ruhestand versetzten Personalmitgliedern eine zusätzliche Zeit angerechnet werde, entsprechend der Anzahl der Monate zwischen dem Zeitpunkt ihrer Ruhestandsversetzung und dem Zeitpunkt, an dem sie das Alter von fünfundsechzig Jahren erreichen würden).

A.2.4. In einer (zweiten) Bittschrift an die Abgeordnetenkammer, die nach der Hinterlegung des Gesetzesentwurfs, aus dem die angefochtenen Bestimmungen hervorgegangen seien, eingereicht worden sei, habe der Kläger behauptet, daß die zwangsweise Pensionierung der Beamten der Ortspolizei, die das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, nicht vor dem 1. Januar 2001 stattfinden würde; die Gerichtsoffiziere und -beamten hingegen würden niemals in die Föderalpolizei integriert werden, wenn sie am Datum der Veröffentlichung des Gesetzes (1998) bereits das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, bzw. würden darin integriert werden, bis sie das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, vor dem 1. Januar 2001, oder vollenden würden während der Zeit, die sich bis zum Tag des Inkrafttretens des Gesetzes, spätestens am 1. Januar 2001, erstrecke.

A.2.5. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß im Entwurf nicht das Schicksal - vor dem Alter der endgültigen Pensionierung - der Beamten und Offiziere der Gerichtspolizei geregelt worden sei, die in die Föderalpolizei integriert würden und nicht am 1. Januar 2001 das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, und genauso wenig das Schicksal der gleichen Mitglieder der Gerichtspolizei, die nicht mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre zählen würden und die bis zum Alter von fünfundsechzig Jahren im Amt bleiben könnten. Somit würden die Offiziere und Beamten, die das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten, ohne fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre zu zählen, und die Mitglieder der Föderalpolizei und der Ortspolizei in den Ruhestand versetzt aufgrund der Alters- und Anciennitätsbedingungen, die ihrem gegenwärtigen Statut inhärent seien, «an einem auf den 1. Januar 2001 festgesetzten Datum» (*sic*) und somit im Prinzip mit einer vollständigen Pension, im Wege einer Übergangsmaßnahme, die innerhalb der zwei kommenden Jahre auszuarbeiten sei, und zwar bei der Prüfung der Statutentwürfe für die Föderalpolizei durch die Gewerkschaftsorganisationen.

A.2.6. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß im Gegensatz zu den Kommissaren der Gerichtspolizei, die einen gleichwertigen Grad innehätten, die Brigadekommissare nicht der fraglichen Maßnahme unterlägen (Artikel 240 des Gesetzes).

A.2.7. Auch hier habe der Kläger vorgebracht, daß gar keine flankierenden Maßnahmen vorgesehen gewesen seien, während die Pensionen der Betroffenen sich aufgrund einer außerordentlich langen Laufbahn errechnen ließen, so daß das Maximum erst nach dem Alter von sechzig oder fünfundsiebzehn Jahren erreicht werden könne. Der Begründung zufolge handele es sich nicht um die «Modernisierung» der Gerichtspolizei als Vorbereitung auf ihre Aufnahme in die Föderalpolizei, sondern um das Entfernen jener Personalmitglieder, die das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten bzw. erreichen würden.

A.2.8. Die Erörterung des Gesetzesentwurfs habe den Minister dazu veranlaßt, den kritisierten Behandlungsumterschied zu begründen; seine Argumente würden darauf hinauslaufen, daß nur fünfzehn Personen, darunter fünf Hauptoffiziere, betroffen seien - der Gleichheitsgrundsatz werde allerdings nicht nach quantitativen Maßstäben gemessen - und daß einerseits Beamte im Alter von über sechzig Jahren nicht mehr diensttauglich wären, da sie nicht mehr anpassungsfähig, für Veränderungen nicht mehr aufgeschlossen und nicht mehr motiviert wären, und andererseits die Harmonisierung der Pensionsregelungen im betreffenden Dienst notwendig sei.

A.2.9. Zur Beurteilung des Argumentes bezüglich der Harmonisierung der Pensionsregelungen müsse man - so der Kläger - die Tatsache berücksichtigen, daß bei der Gendarmerie die Norm bei sechsundfünfzig Jahren liege, abgesehen von den Korpschefs, während die Generalleutnants im Alter von zweiundsechzig Jahren pensioniert würden (somit sei eindeutig der Wille zum Ausdruck gebracht worden, die Führung der Föderalpolizei in den Händen der Gendarmerie zu belassen), sowie die Tatsache, daß die Beamten, die in die Föderalpolizei integriert würden (einsatzfähiges Korps), die nach ihrem Statut wohlverworbene Rechte beibehielten, und demzufolge vorkommendenfalls das Recht auf ein Amt bis zum Alter von fünfundsiebzehn Jahren. Hinsichtlich des neuen Statuts der Mitglieder der Föderalpolizei und der Ortspolizei müßten die Entscheidungen noch getroffen werden. Es zeige sich also, daß die angefochtenen Bestimmungen zum Ziel hätten, sofort, ohne Übergangs- oder flankierende Maßnahmen und ohne Konzertierung nur das Schicksal der Offiziere der Gerichtspolizei, die sechzig Jahre alt seien, zu regeln. Der Kläger wundere sich, ob ihre Integration an der Spitze der Hierarchie der «Integration» in die Gendarmerie, die zur Föderalpolizei geworden sei, im Wege stehen könnte.

A.2.10. Der Kläger bringt vor, daß der angefochtene Artikel 245 die einzige Bestimmung bezüglich des Statuts der «integrierten» Beamten sei, die am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft trete. Die übrigen Maßnahmen, die sich auf die anderen Beamten der Polizeikorps bezögen, würden spätestens erst am 1. Januar 2001 ergriffen werden müssen.

A.2.11. Dem Kläger zufolge könne das Argument bezüglich der fehlenden Motivierung bzw. Anpassungsfähigkeit nur Empörung oder ein müdes Lächeln hervorrufen. Eine allgemeine und nicht diskriminierende Anwendung dieses neuen Prinzips zu erlauben, würde zu einer allgemeinen Bewegung in den Gerichtsbehörden und Korps und wenigstens mathematisch zu einer Verjüngung der Belegschaft führen.

A.3.1. Der Ministerrat ruft die vom Gesetzgeber verfolgte Zielsetzung in Erinnerung, und zwar die Modernisierung der Gerichtspolizei, die Herabsetzung des Durchschnittsalters ihrer Mitglieder sowie die Harmonisierung der Pensionen; er vertritt die Auffassung, daß die Gerichtsoffiziere und -beamten sich nicht in einer Situation befänden, die mit derjenigen der anderen Mitglieder der Ortspolizei und der Föderalpolizei vergleichbar wäre. Ihr Statut sei immer unterschiedlich gewesen, und dessen Harmonisierung werde in Erwartung des Inkrafttretens des Einheitsstatuts allmählich durchgeführt werden.

A.3.2. Auch wenn es um vergleichbare Situationen gehen sollte, so wäre auch dann die beanstandete Maßnahme gerechtfertigt. In Anbetracht der Unterschiede zwischen den Beamten der verschiedenen Polizeidienste hinsichtlich des Pensionsalters und der Pensionsberechnung sowie in Anbetracht der Notwendigkeit, eine möglichst harmonische Eingliederung in ein Einheitsstatut vorzubereiten, seien Übergangsmaßnahmen ergriffen worden, zu denen die angefochtenen Bestimmungen gehören würden. Um überleben zu können, müsse die Gerichtspolizei nämlich über Kader verfügen, die ein gewisses Maß an Kontinuität gewährleisten könnten, sobald die Übergangsphase beendet sei. Es sei also nicht wünschenswert, daß die Gerichtspolizei während dieser Phase von Personen geführt werde, die zum Zeitpunkt ihrer Eingliederung in die Föderalpolizei in den Ruhestand versetzt werden müßten. Das Alter sei aber ein entscheidender Faktor in einem einsatzfähigen Dienst, der in jüngere Korps integriert werden müsse. Es gehe also nicht darum, die Spitze der Gerichtspolizei auszuschalten, da sich die fragliche Maßnahme weder auf die Beamten, die weniger als sechzig Jahre alt seien, noch auf diejenigen, die weniger als fünfundsiebzehn Jahre im Dienst seien, beziehe.

A.3.3. Die Unterscheidung hinsichtlich des Datums des Inkrafttretens der Zwangspensionierungsmaßnahmen bei der Gerichtspolizei und bei der Gemeindepolizei sei - so der Ministerrat - aufgrund eines finanziellen Argumentes zu rechtfertigen.

Die Pensionslast der Mitglieder der Gerichtspolizei werde nach wie vor durch die Staatskasse getragen, während die finanzielle Last der Pensionen der Mitglieder der Gemeindepolizei von den Gemeinden getragen werde, und zwar bis zum Zeitpunkt der Einführung der neuen Rechtsstrukturen, d.h. der Polizeizone. Unter Berücksichtigung der Ungewißheit, die es angesichts der mehrere Gemeinden umfassenden Zone gebe, sei es nicht angebracht gewesen, die Pensionierung der Mitglieder der zukünftigen Ortspolizei vor der Einsetzung der neuen, mit der Personal- und Pensionsverwaltung beauftragten Behörde erfolgen zu lassen. Dies sei durch das Bemühen zu erklären, zu verhindern, daß die Behörde, die nunmehr die Pensionierungsmaßnahme ergriffen hätte, sich von jener Entität unterscheiden würde, die die Pensionslast übernehmen würde. In den mehrere Gemeinden umfassenden Zonen werde nämlich ein Rechtsgebilde unabhängig von den Gemeinden gegründet werden, welches die Personalverwaltung gemäß zur Zeit noch unbekanntem Formulierungen übernehmen werde. Es müsse also gewartet werden, bis die finanziellen Folgen der Pensionierung der Mitglieder der zukünftigen Ortspolizei deutlich zutage treten würden, quod non, ehe eine solche Maßnahme zur Durchführung gebracht werde. Es sei zwar richtig, daß dieses Argument nur für die mehrere Gemeinden umfassenden Zonen gelte, aber die Argumentierung verliere keineswegs an Bedeutung, wenn man berücksichtige, daß zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Gesetzes der Verteilerschlüssel bezüglich der Gemeinden, die sich in einer eine Gemeinde umfassenden Zone statt in einer mehrere Gemeinden umfassenden Zone befänden, unbekannt gewesen sei.

A.3.4. Schließlich sei - so der Ministerrat - zu berücksichtigen, daß die Föderalregierung Personen von über sechzig Jahren keine zusätzliche Zeit anrechne. Es sei unter anderem auf Artikel 279 § 2 des Programmgesetzes vom 22. Dezember 1989 (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. Dezember 1989; Ber. 4. April 1990) zu verweisen, in dem die zusätzlich anrechenbare Zeit sich begrenze «auf die Zeitspanne zwischen dem Zeitpunkt der Zwangspensionierung und dem

letzten Tag des Monats, in dem das Personalmitglied das Alter von sechzig Jahren erreicht». Da der Kläger die Pensionsobergrenze bereits erreicht habe - die Pension erreiche das Maximum nach einer Dienstzeit von siebenunddreißig Jahren -, hätte eine zusätzlich anrechenbare Zeit im vorliegenden Fall den Betrag seiner Pension nicht erhöhen können.

A.4.1. In seinem Erwidierungsschriftsatz macht der Kläger geltend, was Artikel 260 des angefochtenen Gesetzes (einstweilig aufgehoben durch das vom Hof verkündete Urteil Nr. 31/99) betrifft, daß der Rechtsauffassung des Ministerrats, der zufolge eine verallgemeinerte Pensionierungsmaßnahme die mehrere Gemeinden umfassenden Zonen in eine nicht rückgängig zu machende Lage versetzen würde, zwar beigespflichtet werden könne, daß dies aber die nur für die Gerichtsbeamten und -offiziere geltende Vorverlegung der angefochtenen Maßnahme nicht rechtfertige. Da keine anderen Argumente vorlägen, müsse der Hof zwangsläufig die Entscheidung, die er im Urteil auf einstweilige Aufhebung getroffen habe, in einem Nichtigkeitsurteil bestätigen.

A.4.2. Der Kläger, der feststelle, daß der Hof unter Bezugnahme auf die politische Beurteilung durch eine demokratisch gewählte Versammlung, an deren Stelle der Hof sich nicht setzen könne, Artikel 245 nicht einstweilig aufgehoben habe, mache geltend, daß diese Erwägung des Hofes nicht kritisierbar sei, vorausgesetzt, daß die Beurteilung durch die gesetzgebenden Organe in angemessener Weise durch kohärente, objektive und nicht gegensätzliche Beweggründe gerechtfertigt werde. Allerdings werde aus dem Vorschlag für das Statut der Mitglieder des einsatzfähigen Kadern der integrierten Polizei unter anderem ersichtlich, daß das Pensionsalter auf 65 Jahre festgesetzt werden würde und das die Offiziere ihre Ruhestandsversetzung zu einem früheren Zeitpunkt beantragen könnten; es sei zur Zeit unmöglich zu wissen, welche Entscheidungen getroffen werden würden. Die gegensätzlichen Standpunkte des Ministerrats würden jedoch zeigen, daß die angefochtene Maßnahme eine übereilte Maßnahme sei, die nicht auf einer angemessenen Rechtfertigung beruhe; es wäre unvertretbar, daß die Harmonisierung, die später beschlossen werden würde, keine Folgen zeitigen würde für diejenigen, die ab dem 5. Januar 1999 von Amts wegen in den Ruhestand versetzt würden.

Artikel 245, in der heutigen Fassung, zwinge den Kläger zur Pensionierung im Alter von 60 Jahren unter dem Vorwand der Erleichterung der zukünftigen Harmonisierung, während zu diesem Zeitpunkt die interministerielle Arbeitsgruppe das Harmonisierungskriterium auf 65 Jahre festlege, und nicht mehr auf 60 Jahre, so wie es Artikel 245 vorschreibe.

Wenn Artikel 245 nicht für nichtig erklärt werden sollte, so würde der Kläger von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, und zwar entweder am 5. Januar 1999, oder am Tag der Urteilsverkündung, d.h. vor dem 1. Januar 2001, während für alle anderen Beamten und Offiziere der drei Polizeidienste Anwendungserlasse, die vor dem Beginn des Jahres 2000 zu veröffentlichen seien, die Pensionsregelung der Mitglieder der integrierten Polizei auf 65 Jahre festlegen würden.

- B -

B.1. Das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes sieht die Einsetzung einer Ortspolizei (Titel II, Artikel 9 ff.) und einer Föderalpolizei (Titel III, Artikel 92 ff.) vor. Die Orts- und die Föderalpolizei bestehen beide aus einem einsatzfähigen Kader, der Polizeibeamte umfaßt, und aus einem Verwaltungs- und Logistikkader, der sich aus Personalmitgliedern ohne Zuständigkeit im Bereich der Verwaltungs- oder Gerichtspolizei zusammensetzt (Artikel 116 bis 118). Artikel 119 des Gesetzes bestimmt: «Das Statut ist für alle Polizeibeamten gleich, ohne Rücksicht darauf, ob sie zur Föderalpolizei oder zur Ortspolizei gehören. Das gleiche gilt pro Kategorie für die Hilfspolizeibeamten und das Personal des Verwaltungs- und Logistikkaders».

Die Artikel 235 und 241 des Gesetzes sehen den Übergang der Mitglieder der Gemeindepolizei sowie ihnen gleichgestellter Beamter zur Ortspolizei und der Mitglieder der Gendarmerie und der Gerichtspolizei sowie ihnen gleichgestellter Beamter zur Föderalpolizei vor. Die Artikel 236 und 242 bestimmen, daß dieses Personal den Bestimmungen unterliegt, die das Statut bzw. die Rechtsposition festlegen, die für das Personal der Ortspolizei und der Föderalpolizei gelten werden, es sei denn, daß die Betroffenen sich dafür entscheiden, weiterhin den Gesetzen und Verordnungen zu unterliegen, die vor der Reform auf sie Anwendung gefunden haben. Diese Artikel müssen vom König spätestens am 1. Januar 2001 in Kraft gesetzt werden (Artikel 260 Absatz 5).

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen

B.2. Die Artikel 245 und 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 bestimmen:

«Art. 245. Die Gerichtsoffiziere und -beamten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Artikels das sechzigste Lebensjahr vollendet haben, werden von Amts wegen in den Ruhestand versetzt, vorausgesetzt, daß sie mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre für die Entstehung des Rechtes auf Pension im öffentlichen Sektor zählen, mit Ausnahme der Bonifikationen für Studium und andere Zeitspannen, die für die Festsetzung des Gehalts berücksichtigt wurden.

Während des Zeitraums, der am Tag des Inkrafttretens dieses Artikels anfängt und am Tag des Inkrafttretens von Artikel 241 endet, werden die Gerichtsbeamten und -offiziere von Amts wegen pensioniert am ersten Tag des Monats, der auf den Tag folgt, an dem sie das sechzigste Lebensjahr vollenden oder vollendet haben und die im vorliegenden Absatz erwähnte Voraussetzung bezüglich der Anzahl anrechenbarer Dienstjahre erfüllen.»

«Art. 260. Die Artikel 1, 2, 5, 9, 121 bis 127 und 130 bis 133, 139, 141, 142, 197 und 198 Nrn. 2, 3 und 6, 245 und 258 treten am Tag der Veröffentlichung dieses Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Bis zur Einsetzung der Föderalpolizei und der Ortspolizeikorps sind die Artikel 122 Absatz 2, 123, 125 Absätze 2 und 3, 126, 127 Absätze 2 und 3, 130 Absätze 2 und 3, 131 Absätze 2 und 3 und 132 anwendbar auf die Mitglieder der Gemeindepolizei, die Mitglieder des einsatzfähigen Korps und der Personalkategorie der Sonderpolizei der Gendarmerie, und auf die Offiziere und Beamten der Gerichtspolizei bei den Parketten, sowie - entsprechend der Unterscheidung nach Artikel 133 - auf die Hilfspolizeibeamten der Gemeindepolizei, die Militärpersonen, die versetzten Militärpersonen und die zivilen Personalmitglieder, die zum Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie gehören, das zivile Hilfspersonal der Gendarmerie, das Hilfspersonal der Gerichtspolizei bei den Parketten, das statutarische und Vertragspersonal der Parkette bei der Gerichtspolizei und das Vertragspersonal des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes.

Während der Zeitspanne, auf die sich Absatz 2 bezieht, wird die nach Artikel 126 § 2 eingeräumte Zuständigkeit entsprechend der nachstehenden Unterscheidung ausgeübt:

1. durch den Innenminister und den Justizminister zusammen, hinsichtlich der Mitglieder des einsatzfähigen Korps und der Personalkategorie der Sonderpolizei der Gendarmerie, der Militärpersonen, der versetzten Militärpersonen, der Zivilisten, die zum Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie gehören, und des zivilen Hilfspersonals der Gendarmerie;

2. durch den Justizminister, hinsichtlich der Offiziere und Beamten der Gerichtspolizei bei den Parketten, des Hilfspersonals der Gerichtspolizei bei den Parketten und des statutarischen und Vertragspersonals der Parkette bei der Gerichtspolizei;

3. durch den Innenminister und den Justizminister zusammen, hinsichtlich des Vertragspersonals des allgemeinen Polizeiuunterstützungsdienstes;

4. durch den Bürgermeister, hinsichtlich der Mitglieder der Gemeindepolizei und der Hilfspolizeibeamten der Gemeindepolizei.

Der König bestimmt das Datum des Inkrafttretens der Artikel 4, 6 bis 8, 11, 38, 39, 41, 47 bis 60, 65 bis 90, 93, 94, 96 Absatz 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 und 257, welches nicht später als am 1. Januar 2000 erfolgen kann.

Der König bestimmt das Datum des Inkrafttretens der übrigen Artikel dieses Gesetzes, welches nicht später als am 1. Januar 2001 erfolgen kann.»

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

B.3.1. Der Kläger, beigeordneter Generalkommissar der Gerichtspolizei, wo er am 5. September 1958 den Dienst antrat, hat am 30. Juli 1997 das Alter von sechzig Jahren erreicht. Der Kläger weist das erforderliche Interesse nach, um die Nichtigerklärung von Artikel 245 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zu beantragen, wodurch die Gerichtsoffiziere und -beamten, die an diesem Tag das sechzigste Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre im Sinne des angefochtenen Gesetzes zählen, von Amts wegen am Tag der Veröffentlichung dieser Bestimmung im *Belgischen Staatsblatt*, d.h. am 5. Januar 1999, in den Ruhestand versetzt werden.

Das gleiche gilt für Artikel 260 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes, soweit er Artikel 245 Absatz 1 in Kraft treten läßt und somit untrennbar damit verbunden ist.

B.3.2. Artikel 245 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes sieht in der Zeit zwischen dem 5. Januar 1999 und dem Tag der Einsetzung der Föderalpolizei eine zwangsweise Ruhestandsversetzung der Gerichtsoffiziere und -beamten vor, die das sechzigste Lebensjahr vollenden bzw. vollendet haben und die vorgenannte Anciennitätsbedingung erfüllen; der Kläger kann durch diese Bestimmung betroffen werden, wenn der Hof Artikel 245 Absatz 1 für nichtig erklärt, und weist ein Interesse an der Nichtigerklärung von Absatz 2 auf.

Zur Hauptsache

B.4.1. Der Kläger kritisiert den Umstand, daß die von ihm angefochtenen Bestimmungen unter Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung die zwangsweise Ruhestandsversetzung - ab dem 5. Januar 1999 - der Gerichtsoffiziere und -beamten, die an diesem Tag das sechzigste Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre im Sinne der angefochtenen Bestimmung zählen, vorsehen.

Dem Kläger zufolge würden die Betroffenen den anderen Beamten im Sinne des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 gegenüber generell diskriminiert werden, indem erstere die einzigen seien, für die eine Bestimmung, die eine zwangsweise Pensionierung vorsehe, bereits am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft trete. Des weiteren würden die Betroffenen angesichts anderer Offiziere und Beamter der Gerichtspolizei diskriminiert werden, die, obwohl sie am 5. Januar 1999 das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten, weniger als fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre zählen würden und somit nicht unter die kritisierte Maßnahme fallen würden, sowie angesichts der Brigadekommissare, die kraft Artikel 240 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 unter Beibehaltung ihrer Rechtsposition weiterhin im Amt bleiben könnten.

B.4.2. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4.3. Der Hof stellt fest, daß die beanstandeten Maßnahmen im Rahmen einer allgemeinen Umstrukturierung der Polizeidienste ergangen sind, daß sie zu einer Gesamtheit von Maßnahmen gehören und daß die Ruhestandsversetzung aufgrund der objektiven Kriterien des Alters der Betroffenen und ihrer Dienstantiennität beschlossen worden ist.

Wie vom Kläger eingeräumt wird, steht es dem Gesetzgeber zu, zu beurteilen, inwieweit die Herabsetzung des Durchschnittsalters der Angehörigen eines Polizeikorps wünschenswert ist; es obliegt dem Gesetzgeber, zu beurteilen, welche Maßnahmen zu ergreifen sind, «um die Gerichtspolizei zur Vorbereitung auf ihren Übergang in die Föderalpolizei zu modernisieren» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1676/1, S. 117).

Der Hof würde seine Beurteilung an die Stelle derjenigen einer demokratisch gewählten Versammlung setzen, wenn er eine Entscheidung, einen bestimmten öffentlichen Dienst rascher oder weniger rasch als andere zu modernisieren, tadeln würde oder wenn er jene Maßnahmen mißbilligen würde, die der Gesetzgeber ergriffen hat, um diese Entscheidung zur Durchführung zu bringen. Hinsichtlich einer derart weitgehenden Reform wie derjenigen, die im Gesetz vom 7. Dezember 1998 vorgesehen ist, kann man davon ausgehen, daß im Hinblick darauf, die Einheitlichkeit der Rechtsposition der Beamten, die ein und demselben Korps angehören, zu verwirklichen (Artikel 119 des vorgenannten Gesetzes), der Gesetzgeber Maßnahmen ergreift, um die unterschiedlichen Regelungen, die auf die betroffenen Beamten anwendbar sind, zu harmonisieren, und daß diese Harmonisierung progressiv verläuft (ebenda, S. 8).

B.4.4. Solche Maßnahmen dürfen allerdings keine Behandlungsunterschiede hervorrufen, die nicht auf einem objektiven Kriterium beruhen würden oder nicht relevant bzw. nicht verhältnismäßig wären.

B.4.5. Der Behandlungsunterschied zwischen den Gerichtsoffizieren und -beamten, die im Alter von sechzig Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, und den Brigadekommissaren, die sich dieser Maßnahme entziehen, wird durch den Umstand gerechtfertigt, daß - auch wenn infolge des Umstands des Verschwindens der Landpolizei die Brigadekommissare den Auftrag der Betreuung, Unterstützung und Inspektion derselben verlieren - durch ihre Funktionen als spezialisierte Mitarbeiter, die sie bei den Provinzgouverneuren in Sicherheitsangelegenheiten ausüben, sie damit beauftragt werden, eine Rolle als Vermittlungsbeamter beim Gouverneur zu übernehmen, der eine allgemeine Zuständigkeit im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung sowie bestimmte Zuständigkeiten im Bereich der Waffen, Privataufseher und Jagdaufseher innehat (ebenda, SS. 111 und 112).

B.4.6. Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 hingegen schafft einen Behandlungsunterschied zwischen den Gerichtsoffizieren und -beamten im Sinne von Artikel 245 dieses Gesetzes und den Beamten der Gemeindepolizei im Sinne von Artikel 237, indem er die Maßnahme der zwangsweisen Ruhestandsversetzung der ersteren, die durch Artikel 245 vorgeschrieben wird, ab der Veröffentlichung des Gesetzes wirksam werden läßt, wohingegen die ähnliche Maßnahme, die gemäß den Artikeln 237, 248 und 260 Absatz 5 auf letztere anwendbar ist, erst innerhalb einer Frist von mehreren Monaten, ja sogar mehreren Jahren in Kraft treten wird.

Es ist nicht unbedingt unvernünftig, daß unterschiedliche Bestimmungen ein und desselben Gesetzes zu einem jeweils anderen Zeitpunkt in Kraft treten, aber weder aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz noch aus den Verfahrensakten, noch aus den auf der Sitzung erteilten Antworten auf die vom Hof gestellten Fragen, die sich eben darauf bezogen, ob die Notwendigkeit, die Maßnahme der zwangsweisen Pensionierung bereits vom Inkrafttreten des Gesetzes an wirksam werden zu lassen, im Falle der in der angefochtenen Bestimmung ins Auge gefaßten Gerichtsoffiziere und -beamten festgestellt worden wäre, nicht aber im Falle der Mitglieder der Gemeindepolizei, wird im vorliegenden Fall nicht ersichtlich, warum die vorgenannte Maßnahme rascher auf die einen Anwendung finden sollte als auf die anderen.

Das Argument, das der Ministerrat daraus ableitet, daß das Problem der Finanzierung der Pensionen der Mitglieder der zukünftigen Ortspolizei jetzt noch nicht geregelt sei und somit verhindere, daß die Maßnahme der zwangsweisen Pensionierung, die auf die Ortspolizei anwendbar sei, vor der Gründung der Ortspolizei zur Durchführung gebracht werde, rechtfertigt nicht in ausreichendem Maße, daß eine solche Maßnahme unmittelbar anwendbar wäre, wenn sie die Beamten der Gerichtspolizei betrifft.

Wegen des Hinweises auf Artikel 245 des angefochtenen Gesetzes entspricht Artikel 260 Absatz 1 dieses Gesetzes also nicht den Erfordernissen der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.4.7. Das vom Kläger vorgebrachte Argument, dem zufolge die Obrigkeit die Absicht habe, bei der zukünftigen integrierten Polizei das Pensionsalter auf fünfundsiebzehn Jahre festzulegen, so daß es inkohärent und diskriminierend wäre, die angefochtene Maßnahme aufrechtzuerhalten, kann nicht angenommen werden, da die angeführten Absichten bis heute nicht verwirklicht worden sind.

B.4.8. Hinsichtlich der aus dem Blickwinkel der Zielsetzung des Gesetzes relevanten Gründe, weshalb die Gerichtsoffiziere und -beamten, die die durch Artikel 245 festgelegte Altersbedingung erfüllen, der Zwangspensionierungsmaßnahme unterworfen sind bzw. ihr entgehen, je nachdem, ob sie fünfundsiebzehn anrechenbare Dienstjahre für die Entstehung des Rechtes auf Pension zählen oder nicht, ist der vom Ministerrat auf der Sitzung vorgebrachten These beizupflichten; dem Gesetzgeber kann nämlich nicht vorgeworfen werden, den Anwendungsbereich der Maßnahme der Pensionierung im Alter von sechzig Jahren auf diese Art und Weise begrenzt zu haben, in Anbetracht der Auswirkungen, die eine solche Maßnahme auf die Pension haben kann.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes, soweit er sich auf Artikel 245 dieses Gesetzes bezieht, für nichtig;

- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 9. Juni 1999.

Die stellv. Kanzlerin,

B. Renauld.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 1770

[99/07131]

1^{er} JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1969 relatif à la mise à la retraite des militaires au-dessous du rang d'officier

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3, B, a), 2^o et 3^o, remplacé par la loi du 13 juillet 1934;

Vu l'article 115, alinéa 3, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 relatif à la mise à la retraite des militaires au-dessous du rang d'officier, notamment l'article 3bis, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1999;

Vu le protocole du comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 12 mai 1999;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 1770

[99/07131]

1 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de inruststelling van de militairen beneden de rang van officier

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, inzonderheid op artikel 3, B, a), 2^o en 3^o, vervangen bij de wet van 13 juli 1934;

Gelet op artikel 115, derde lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de inruststelling van de militairen beneden de rang van officier, inzonderheid op artikel 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 1999;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 12 mei 1999;